

REGIONS. Selon un sondage « Sud Ouest »-CSA, une majorité de Français sont attachés aux départements et ne veulent pas réduire le nombre de régions

Les Français tiennent à leurs territoires

Le sondage réalisé mercredi et jeudi par l'institut CSA pour « Sud Ouest » ([Cliquez sur ce lien pour accéder au document complet](#))(1) démontre l'attachement des Français à leurs territoires, qu'il s'agisse des départements ou des régions. Alors que le comité Balladur va rendre son rapport le 5 mars prochain sur la réorganisation des collectivités territoriales, cette enquête confirme la difficulté de l'exercice. De toute évidence, la marge de manoeuvre du gouvernement va être assez étroite pour réformer sans heurter les sensibilités identitaires de la population, même s'il existe dans ces réponses des pistes d'évolution.

▫ Vive les régions

Sans surprise, les départements sont d'abord plébiscités par les sondés. Les trois quarts des Français y sont attachés, même les plus jeunes (68 % des moins de 30 ans) et les plus urbains (70 %). Le deuxième territoire défendu à travers cette enquête est la région. Lorsqu'on demande s'il faut réduire le nombre de régions en France et passer de 22 à 15, la réponse est négative à 56 %. Cette proposition qui a filtré du comité Balladur avait d'ailleurs fait un tollé. Cependant, cette opposition à la diminution des régions n'est pas aussi marquée à droite. Pour les sympathisants UMP, il se dégage même une courte majorité en faveur de cette idée.

Mais l'attachement à une identité régionale ne se confond pas, dans l'esprit des sondés, à un plébiscite pour les institutions locales et leurs administrations. Ils sont en effet 56 % à se montrer favorables à la fusion des Conseils généraux (départements) et régionaux. Une proposition assez largement majoritaire dans tous les milieux sociaux et quelle que soit la tendance politique. Autrement dit, les Français souhaitent conserver leur numéro sur la plaque d'immatriculation, mais dans le même temps supprimer des échelons administratifs pour une meilleure efficacité.

Plus d'intercommunalité

Et derrière cette idée de fusion, c'est bien l'institution régionale qui prédomine. Pour une majorité (55 %) de personnes interrogées, la Région doit disposer de plus de pouvoir, alors qu'ils ne sont que 44 % à penser la même chose pour les Départements. Autre collectivité qui sort gagnante de cette enquête d'opinion : l'intercommunalité (communautés de communes, d'agglomération ou urbaines). Il s'agit même d'un plébiscite puisque 74 % sont favorables à leur renforcement. Mieux encore, les Français semblent vouloir s'approprier cet échelon administratif puisque 87 % des sondés souhaitent que le président d'une structure intercommunale soit élu au suffrage universel direct.

(1) Sondage réalisé par téléphone auprès d'un échantillon national représentatif de 962 personnes.

Face à la crise, l'enracinement



Pour Ségolène Royal, les résultats du sondage montrent « la soif de proximité des Français ». (photo afp)

Questionnée hier sur notre sondage, Ségolène Royal, présidente de Poitou-Charentes, a estimé qu'il montre « l'enracinement des Français dans les identités territoriales et dans les identités locales ». Selon elle, « c'est une soif de proximité qui s'exprime, à un moment où nous subissons une crise de civilisation et où la loi du profit règne en maître ». Par rapport à cela, elle estime que « les Français sont attachés à leurs racines, ce qui ne les empêche pas, par ailleurs, d'attendre quelque chose de positif de la mondialisation ».

Nous avons interrogé en même temps Alain Rousset, président PS du Conseil régional d'Aquitaine. Il dit ne pas être surpris par notre sondage. Selon lui, « les Français savent, mais peut-être pas assez, que lorsqu'un service public est transféré à une collectivité locale, il est mieux géré financièrement que par l'État et avec davantage de réactivité ».

Opposés à la réduction du nombre de régions. « Ils sont intelligents, répond Ségolène Royal, ils savent bien que ce ne sont pas des réformes administratives qui conduisent à créer des emplois. Ce n'est certainement pas en lançant des polémiques qu'on avance. Il faut faire à

la fois du local et du global. »

Alain Rousset, pour sa part, estime « que les propositions du comité Balladur et du gouvernement d'opposer Régions et Départements, d'avoir un élu avec deux mandats sont totalement absurdes et surtout totalement opposées à ce qui se passe dans la plupart des pays européens ».

Plus de pouvoir aux Régions. « C'est une grande surprise puisque les Régions sont des collectivités qui ne sont pas très connues et beaucoup plus jeunes que les Départements. C'est un hommage rendu au travail des Régions, c'est la preuve que leur action est efficace », s'enthousiasme Ségolène Royal.

De son côté, Alain Rousset constate qu'avec près de trente ans d'existence, les Régions apparaissent toujours comme les collectivités de l'avenir.

Présidents de communauté élus au suffrage direct. « C'est bien. C'est l'expression d'un choix de démocratie. Les gens veulent être associés directement aux décisions qui les concernent, ils en ont souvent assez des échelons administratifs qui ne sont pas clairs. Cela montre qu'ils veulent de la clarté dans la responsabilité », approuve Ségolène Royal.

Alain Rousset est plus mesuré : « Dans les intercommunalités à fiscalité propre, nous devons arriver à un mode d'élection qui soit mixte. »

Selon lui, il faut d'abord instaurer une part d'élection au suffrage universel pour correspondre au voeu de démocratie, de débat politique et en même temps une autre part qui préserve l'existence des communes, pour éviter qu'il n'y ait des conflits entre elles et la communauté.

Dominique Bussereau (président UMP du Conseil général de Charente-Maritime). « Le Département est perçu comme une collectivité de proximité et de solidarité. En conséquence, toutes les fariboles qu'on peut lire de-ci de-là sont sans objet. Avec la commune, c'est la collectivité à laquelle les Français sont les plus attachés. Les Français n'ont pas répondu sur la proposition que nous avons faite de réunir Aquitaine et Poitou-Charentes. Pour ma part, je ne suis pas favorable au dépeçage des Régions mais au rapprochement des Régions. Il y a un moyen de le faire qui est le référendum, rendu possible par la loi Raffarin. Mme Royal et M. Rousset auraient intérêt à organiser un référendum dans de bonnes conditions. Pour l'intercommunalité, ce qui me paraît mieux, c'est de flécher directement sur les listes municipales les élus qui seront appelés à y siéger. C'est ce que j'ai toujours fait dans ma commune. Il faut en effet savoir qui est amené à désigner le président. On n'élit pas le maire avant d'avoir élu les conseillers municipaux. »

Michel Boutant (sénateur et président PS de la Charente).

« Depuis la décentralisation, les départements sont les partenaires des citoyens sur le territoire, notamment dans le domaine social ou d'éducation. Les Français ne sont pas dupes et se rendent compte que les services de proximité de l'État sont en train de se sauver. Ils se sont habitués à la présence de la Région à leurs côtés. C'est déjà une belle réponse à ceux qui disent que les gens ne se reconnaissent pas dans la superposition des collectivités. Les gens sont attachés à leur commune, à leur département, à leur région et à leur pays. Jusqu'à maintenant, ce sont les Départements qui ont le plus bénéficié des transferts de compétence, que ce soit pour l'éducation, les routes, le social. On peut se dire qu'en termes d'organisation, d'orientation, c'est la Région qui a une vue plus globale.

Pour l'intercommunalité, cela ne me surprend pas. C'est à cet échelon que se trouvent les investissements les plus importants et ceux qui en décident le font sans en être comptables devant le corps électoral. Ceux qui dépensent l'argent public doivent pouvoir rendre des comptes devant les électeurs. »

Geneviève Darrieussecq (maire Modem de Mont-de-Marsan et conseillère régionale d'Aquitaine). « Je ne suis pas étonnée, c'est logique. Les Français connaissent depuis bien longtemps la commune et le Département. La Région est un peu plus récente. Cela prouve que les gens se la sont appropriée au fil des années. On vit toujours dans la crainte que cela bouge un peu. Le Français a-t-il envie de rester dans ces repères ? Il semble moins attaché à la Région qu'au Département, cela va-t-il jusqu'à ne pas vouloir de changement ? Les opinions des Français sont un peu contradictoires, mais surtout ils ne connaissent pas toujours bien les compétences et le fonctionnement des territoires. La Région n'est pas encore connue, c'est certainement la faute des exécutifs régionaux qui n'ont pas bien communiqué. Pourtant, ce n'est pas faute d'y consacrer des moyens.

Sur l'intercommunalité, les Français ont raison. Ils ont bien vu quels étaient les problèmes. Ils ont voté pour un maire, ils n'ont pas voté pour le président de leur communauté d'agglomération.